

Face à une catastrophe humaine, le silence n'est pas une alternative

OPINION

Une majorité parlementaire suisse défend avec détermination la remise en question de la «politique humanitaire» de la Suisse. Elle assume par là une révision de ce qui a longtemps été considéré comme l'un des piliers d'une politique extérieure reposant sur la neutralité à laquelle les citoyens de ce pays semblaient attachés. Préoccupation centrale des Commissions de politique extérieure et de sécurité du parlement, l'arrêt de la contribution financière de la Suisse à l'UNRWA se justifie par l'amalgame entre l'association de cette organisation internationale établie par l'Assemblée générale des Nations unies avec la branche armée du mouvement palestinien Hamas que certains qualifient d'organisation terroriste. Les parlementaires suisses font abstraction du fait qu'à ce jour le gouvernement israélien s'oppose à toute enquête diligentée par la justice, civile ou militaire, israélienne sur les tragiques événements du 7 octobre 2023. Leur argumentaire repose sur un narratif israélien et des spéculations.

La Suisse, revendiquant sa neutralité, a choisi comme devise «Un plus pour la paix» pour justifier le rôle qu'elle comptait jouer au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Quelle a été sa contribution politique à la paix en dehors de toute propagande de guerre? Sur la question de l'UNRWA, le Conseil fédéral semble avoir délégué ses compétences à un parlement sous influence dont 18 membres du groupe parlementaire Suisse-Israël sont membres des Commissions de politique extérieure et de sécurité des deux Chambres, parmi lesquels les présidents des deux Commissions de politique extérieure. L'objectif déclaré de ce groupe parlementaire est de «défendre les



THIERRY GERMOND
DÉLÉGUÉ DU CICR DE 1968 À 2007

La Suisse envisage-t-elle de cautionner une vaste opération de purification ethnique en suspendant le soutien à l'UNRWA?

positions israéliennes dans les domaines politique et économique».

La Suisse envisage-t-elle de cautionner une vaste opération de purification ethnique en suspendant le soutien du peuple suisse à l'UNRWA, dernier rempart à un tel projet. Voilà qui rappellerait les plus sombres années de la Deuxième Guerre mondiale, voire des dernières guerres balkaniques. Pour rappel, dès 1948, ces réfugiés palestiniens ont vécu un parcours tragique, dans la plus grande indifférence de la communauté internationale, notamment occidentale et arabe, qui, se contentant d'une rhétorique abstraite, s'est abstenue de chercher sérieusement une issue politique au conflit israélo-palestinien. Pour des milliers de familles palestiniennes qui ont tout perdu au

fil de leurs errements, il n'y a qu'une lueur d'espoir depuis 75 ans: l'UNRWA, expression concrète de la solidarité internationale et d'un avenir meilleur. Grâce à elle, malgré l'expression d'une vengeance des plus cruelles de la part de l'Etat juif d'Israël, le peuple palestinien n'a pas perdu tout espoir.

Autre sujet d'étonnement: le colonel divisionnaire Jakob Baumann, ancien directeur d'Armasuisse, est, depuis son implantation en Suisse en 2019, président du conseil d'administration d'Elbit Systems Switzerland, l'un des principaux fabricants d'armes israélien, notamment fournisseur des drones acquis par Armasuisse. Elbit Systems déclare sur son site internet «Nous partageons tous l'objectif commun de soutenir la force de défense israélienne», une armée dont les pratiques, selon la Cour internationale de justice, sont jalonnées depuis 1948 de constantes violations graves du droit international et du droit international humanitaire. Elbit Systems Switzerland se revendique comme étant «Un fier sponsor de l'Association suisse des officiers».

Particulièrement vigilant quant à l'hypothétique infiltration de l'UNRWA par des membres du Hamas, le Conseil fédéral est-il préoccupé par l'infiltration des organes de la Confédération – parlement, administration, armée – par cette firme israélienne? Le conseiller fédéral Cassis venant de réaffirmer l'engagement de la Suisse pour le respect du droit international humanitaire, il est bon de rappeler les paroles du président du Congrès juif mondial, M. Ronald Lauder déclarant au siège du CICR à Genève le 28 avril 2015, alors qu'il participait à la commémoration du 70e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale «... face à une catastrophe humaine, le silence n'est pas une alternative». ■